

Questions orales

[Français]

LA SÉCURITÉ SOCIALE

LES ALLOCATIONS FAMILIALES—LE VERSEMENT POSSIBLE JUSQU'À LA FIN DES ÉTUDES

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Étant donné que le ministre doit présenter à la Chambre un projet de loi sur les allocations familiales, et étant donné que les jeunes doivent terminer leurs études à un âge beaucoup plus avancé qu'autrefois, le ministre a-t-il l'intention d'inclure dans le projet de loi une disposition à l'effet que l'allocation familiale serait attribuable à tout enfant, aussi longtemps qu'il est aux études?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Non, monsieur le président, mais le gouvernement a l'intention d'étendre les bénéficiaires des allocations familiales à tous les enfants de 16 et 17 ans, peu importe qu'ils soient aux études ou non, de façon que ces allocations soient universelles pour tous les enfants, jusqu'à l'âge de 17 ans inclusivement.

* * *

● (1150)

[Traduction]

LES TRANSPORTS

LE RENVOI DU RAPPORT ANNUEL DU CANADIEN NATIONAL ET D'AIR CANADA AU COMITÉ PERMANENT

M. J. R. Ellis (Hastings): Monsieur l'Orateur, le 5 juin j'ai demandé au ministre des Transports, et j'aimerais le lui demander à nouveau à la lumière de la réponse qu'il m'a fournie alors et de celle qu'il a fournie au député de Vegreville l'autre jour, s'il a l'intention de renvoyer le rapport du Canadien National et d'Air Canada au comité permanent des transports et des communications.

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, cette question m'a été posée hier ou avant-hier. Je discute encore de cette question avec mon collègue le leader du gouvernement à la Chambre et nous pourrions probablement fournir une réponse dans le courant de la semaine prochaine.

M. Ellis: Monsieur l'Orateur, le 5 juin le ministre m'a déclaré que le renvoi était automatique. Il y a deux jours il allait en discuter avec son collègue. Il peut certainement répondre par oui ou par non à une question aussi simple.

M. l'Orateur: Le député de Lambton-Kent.

* * *

LA SANTÉ

LA DEMANDE DE CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES DE L'INSTITUT NATIONAL DU CANCER

M. J. R. Holmes (Lambton-Kent): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et fait suite à celle que je lui ai posée mercredi relativement à la crise financière de l'Institut

[M. Munro (Hamilton-Est).]

national du cancer. Étant donné que l'Institut a mis sur pied un excellent service de recherche sur le cancer à l'aide de subventions fédérales s'élevant seulement à \$250,000 par an, que son déficit s'élève à 1 million de dollars et indique qu'il n'est plus en mesure d'assurer ses services sur ce budget, le ministre peut-il nous dire si le gouvernement a l'intention d'accroître son aide financière afin de lui permettre de poursuivre des travaux remarquablement efficaces?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, cette question concerne une aide accrue. Il n'a jamais été question de mettre fin à l'aide financière que nous apportons à l'Institut.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LES NOUVELLES NORMES AMÉRICAINES RELATIVES À LA POLLUTION PAR LES GAZ D'ÉCHAPPEMENT DES AUTOMOBILES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT CANADIEN

M. Jack Cullen (Sarnia-Lambton): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Environnement. Compte tenu de la déclaration faite par le ministre hier, pouvons-nous nous attendre que le gouvernement canadien refuse d'appliquer les normes excessivement sévères de contrôle anti-pollution établies par les États-Unis, qui n'obtiendront que de faibles résultats, au détriment des consommateurs canadiens?

L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, le Canada a suivi l'exemple des États-Unis jusqu'à présent. Sous peu, les ministres se réuniront pour envisager ce que nous ferons en 1975 et dans les années suivantes.

* * *

LES AÉROPORTS

L'AÉROGARE N° 2 À TORONTO—LES TRAVAUX D'AGRANDISSEMENT—LES VUES DU PUBLIC ET DU COMITÉ DES TRANSPORTS

M. Don Blenkarn (Peel-Sud): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Étant donné qu'il paraît que les plans de construction de l'aérogare n° 2 à Toronto sont prêts ou sur le point de l'être, le ministre pourrait-il nous dire s'il permettra au public de faire connaître son opinion sur ces plans et s'il laissera le comité des transports de la Chambre en parler avant que de nouvelles bévues soient commises au sujet de la création d'aérogares à Toronto?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, comme vous le savez, la deuxième aérogare de Toronto devait être construite en trois phases. Les deux premières sont terminées et il en reste une troisième. Je ne pense pas qu'il soit possible de modifier tous les plans pour le moment mais si jamais nous décidons de construire une troisième aérogare, nous pourrions peut-être à ce moment-là entendre l'avis du député et des autres personnes concernées.